Fondation Jean Jaurès

International

RÉSEAUX D'EXTRÊME DROITE EN AMÉRIQUE LATINE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE : DES VALEURS COMMUNES POUR UN COMBAT PARTAGÉ

Alejandra Salas Porras

28/04/2026

Dans un contexte de montée en puissance des droites latino-américaines et de recomposition des rapports de force à l'échelle globale, les réseaux de *think tanks* jouent un rôle central dans la diffusion du projet néolibéral. Insérés dans des configurations transnationales denses, ils participent à une guerre des idées visant à affaiblir les droits sociaux et les forces progressistes, tout en articulant production intellectuelle et intervention politique. Dans ce texte, Alejandra Salas-Porras, professeure de sciences politiques et sociales à l'université de México (UNAM), analyse comment ces réseaux structurent un espace d'action capable d'influencer les dynamiques politiques en Amérique latine, dans le cadre d'un dossier de différentes contributions coordonné par Jean-Jacques Kourliandsky.

Les réseaux de *think tanks* interagissent et se chevauchent de multiples manières et à divers niveaux. Ils formatent et transforment le mouvement de la droite latino-américaine, dotée d'une portée internationale. De multiples acteurs, dont les « laboratoires d'idées », ont participé à ce développement à l'échelle mondiale. Depuis leur apparition à la fin du XX^{e} siècle, les *think tanks* de droite ont entamé une guerre idéologique pour combattre et, si possible, faire reculer les droits sociaux. Ils s'attaquent également aux différentes expressions de la pensée collective – tels que le fabianisme, le keynésianisme, le coopérativisme – ou d'une manière plus générale à l'humanisme. Ainsi, ces organisations recomposent la pensée libérale classique pour en éliminer les traces de pensée collective. Elles la reconstruisent par le prisme de la pensée néolibérale : d'un point de vue individualiste et maximaliste. À partir des années 1980, la guerre des idées menée par les *think*

tanks se déploie *via* des réseaux développés dans le monde entier, y compris en Amérique latine. Ceux-ci défendent l'hégémonie du projet néolibéral et, au-delà, interviennent dans les processus électoraux, empêchent l'avancée des forces progressistes et sapent leurs acquis. Selon eux, les droits gagnés ne représenteraient que des entraves à l'initiative et à la responsabilité individuelles.

Ces *think tanks* se sont constitués en acteurs multiples, ayant une présence multifacétique dans toute la région. Ils réalisent de nombreuses activités alimentant les mouvements de droite, souvent en affaiblissant ou en faisant échouer les mouvements et gouvernements progressistes. Pour transformer l'économie politique de la région, ils agissent au travers d'un ensemble connecté, formant un tissu assemblant une multiplicité et une diversité d'organisations[1] qui pèsent sur la dynamique et les relations de pouvoir.

Les réseaux

Les principaux réseaux présents et parfois créés dans la région sont les suivants : Atlas, FIL, Relial et Hacer. Ils interfèrent, interagissent et coopèrent avec les réseaux formés par la National Endowment for Democracy, le Center for International Private Enterprise (CIPE), et d'autres comme ceux qu'articulent l'Inter American Dialogue (de portée régionale) et la Friedrich-Neumann-Stiftung, d'extension internationale.

1. **Le réseau Atlas** a été fondé par Anthony Fisher sur le modèle de l'Institute of Economic Affairs, un *think tank* britannique qui cherchait à discréditer les gouvernements travaillistes ainsi que des initiatives similaires en Angleterre et en Europe. Ce réseau regroupe plus de 500 *think tanks* mondiaux, dont 120 en Amérique latine. Il est devenu la plus importante des organisations influant au niveau mondial sur les politiques publiques, en association avec le Cato Institute (États-Unis), la Friedrich-Naumann-Stiftung (Allemagne), l'Heritage Foundation (États-Unis), entre autres. Atlas est financé par plusieurs fondations, dont la Fondation Koch. De 1991 à 2018, ce réseau a été dirigé par un Argentin, Alejandro Chaufen, l'un des intellectuels de droite des plus actifs dans la région.
2. **La Fondation Internationale pour la liberté (FIL)** a été créée en 2002 par Mario Vargas Llosa. Elle rassemble 30 *think tanks*, tous membres du réseau Atlas. Plusieurs responsables de cette Fondation sont également adhérents de la Société du Mont-Pèlerin (MPS), dont la centralité au sein de la droite est largement reconnue. La FIL a joué un rôle central dans la divulgation du credo néolibéral. De manière pourtant contraire à son statut, elle est intervenue électoralement en appuyant plusieurs candidats de la droite latino-américaine, comme Mauricio Macri en Argentine, Sebastian Piñera au Chili, Ivan Duque en Colombie et Guillermo Lasso en Équateur. En avril 2024, cette organisation a publié un manifeste ciblant

les forces progressistes d'Amérique latine. Ce document fut notamment signé par José Maria Aznar (Espagne), Mauricio Macri (Argentine), Ernesto Zedillo, Vicente Fox (Mexique) et Alvaro Uribe (Colombie), plusieurs ex-chefs d'État de droite. Ce réseau est intervenu dans la région par l'intermédiaire d'une autre structure, le CEDICE, un *think tank* vénézuélien qui a mené une intense campagne anti-Nicolás Maduro.

3. **Le Réseau libéral d'Amérique latine (Relial)** a son siège dans la ville de México. Il regroupe 29 structures qui sont membres à part entière – des *think tanks* et des partis politiques – ainsi que 13 organisations observatrices. Il est très présent en Argentine (5 membres), mais aussi au Chili, au Costa Rica, en Équateur (3), au Honduras, au Nicaragua, en République Dominicaine et au Venezuela (2). Toutefois, il ne compte qu'une structure adhérente en Bolivie, au Brésil, au Guatemala, au Mexique, à Panama, au Pérou et en Uruguay. Ce réseau est connecté de façon optimale avec les autres réseaux de la région.
4. **Hacer**, le Centre hispano-américain de recherche, a été fondé en 1996 sous l'impulsion du réseau Atlas pour promouvoir, en Amérique latine, les valeurs de liberté, d'État minimum et d'initiative individuelle. En 2026, ce réseau est en contact avec plus de 100 *think tanks*, dont 91 en Amérique latine, 12 aux États-Unis et 6 en Espagne.
5. **Le Center for International Private Enterprise (CIPE)** est un réseau affilié à la Chambre de commerce des États-Unis. Il est également associé à des organisations de chefs d'entreprise influents en Amérique latine. La majorité des pays ont au moins un représentant membre de ce réseau. Le CIPE a appuyé 130 projets dans 50 pays, dont 26 en Amérique latine, certains d'entre eux en connexion avec d'autres réseaux.
6. **Le National Endowment for Democracy (NED)** a été créé en 1983 par le Congrès des États-Unis, promouvant la démocratie et la liberté économique dans le monde. Le NED a soutenu plusieurs organisations dans 90 pays, dont Cuba, le Mexique, le Nicaragua, la Russie, l'Ukraine, le Venezuela. Ces appuis ont soulevé beaucoup d'interrogations.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Les valeurs diffusées par ces réseaux

Les *think tanks* appartenant à ces réseaux diffusent les idées fondamentales de la pensée néolibérale : ses propositions de politique économique et sociale, et plus particulièrement l'initiative individuelle[2], la concurrence et l'esprit d'entreprise. Ces idées valorisent l'individualisme, naturalisent l'individu, l'extraient de tout environnement social et de toute contextualisation de la construction de leurs profils. Ces *think tanks* attaquent tout ce qui est collectif et les politiques sociales qui en découlent.

Les idées néolibérales sont hiérarchisées afin de construire les récits les plus performants possibles. Ces idées circulent dans les réseaux des *think tanks* de la région et sont souvent présentées avec les documents de base des organisations. Elles sont également présentes sur leurs plateformes électroniques. Nous pouvons ainsi citer :

1. la responsabilité individuelle ou personnelle : l'individu est seul responsable de sa vie. L'État ne doit pas interférer dans ses décisions. Cette idée est présente dans la plupart des *think tanks* de la région. Elle est accompagnée de critiques contre les droits sociaux, en particulier ceux relatifs à la santé, à l'éducation, aux retraites et à toutes les politiques sociales. Ces organisations les présentent comme des facteurs de dépendance à l'égard du gouvernement, sapant l'initiative individuelle ;
2. la concurrence : cette idée légitime le marché comme mécanisme le plus efficace de la croissance et du développement. Elle est positive pour l'économie comme pour les consommateurs ;
3. l'esprit d'entreprise : c'est un point central du système idéologique néolibéral. Celui-ci s'appuie et interagit avec le droit de propriété, diffusant le récit selon lequel tout individu est capable de devenir un entrepreneur créateur de richesses ;
4. la critique de l'État découle d'une critique plus générale contre tout ce qui est collectif, qui pourrait être inefficient ou générateur de corruption. Cela justifie les récits proposant un État minimal dans tous les domaines, le transfert des contrôles d'agences publiques à des agences privées, semi-publiques ou autonomes, et proches des intérêts particuliers.

Les stratégies en réseau des *think tanks* de droite

Les stratégies exposées dans ces réseaux proposent d'affaiblir les forces progressistes et de remettre en question les droits sociaux acquis à l'issue de luttes historiques. Elles se déclinent de la façon suivante :

- une guerre des idées : contre le collectivisme, pour l'individualisme, contre les droits sociaux, notamment ceux conquis antérieurement ;
- une guerre juridique : pour affaiblir, déstabiliser, et même faire tomber des gouvernements de gauche. Nous pouvons citer la mise à l'écart de Dilma Rousseff au Brésil, celle de Manuel Zelaya au Honduras, ou encore celle de Pedro Castillo au Pérou ;
- une guerre électorale : cette stratégie est fréquemment utilisée pour délégitimer des responsables ou des projets de gauche, en les accusant de corruption et de violation de l'État de droit. Les *think tanks* encouragent parallèlement des candidats de droite comme Mauricio Macri en Argentine, Sebastian Piñera au Chili, Ivan Duque en Colombie et Guillermo Lasso en Équateur ;
- une guerre institutionnelle : c'est la stratégie utilisée pour saper les processus de réforme. Elle fut utilisée au Chili ainsi qu'au Mexique, dans un cadre énergétique ou judiciaire ;
- la création ou la reprise en mains d'institutions éducatives, formant de futurs leaders de droite. Plusieurs *think tanks* coopèrent à cet effet avec l'Institut politique pour la liberté (IPL), les Cercles Bastiat ou encore l'Université IPEA.

Les intellectuels

Ces réseaux ont de nombreuses connexions entre eux au travers de leurs bureaux. Ils sont souvent présidés par des intellectuels à l'origine des *think tanks* les plus importants, comme Mario Vargas Llosa, Gerardo Bongiovanni ou Alejandro Chaufen.

Conclusion

Les *think tanks* sont l'un des multiples acteurs qui participent à la structuration des pouvoirs global et régional, mais aussi, sous des formes adaptées aux contextes latino-américains, à celle de l'idéologie dominante. Ils développent des actions multilinéaires à des niveaux divers. Tout en suivant des directions différentes, ils convergent autour de quelques idées et politiques centrales. Ils combinent des stratégies diverses pour assurer un changement du rapport de force entre gauche et droite. Ils coopèrent et mêlent leurs initiatives pour renforcer leur impact.

La majorité des *think tanks* faisant partie des réseaux nationaux et internationaux de la droite sont devenus des instruments puissants de propagation des idées de l'agenda néolibéral. Conservateurs, ils usent de stratégies visant à affronter les forces progressistes, leurs réseaux, leurs leaders et leurs idées.

Les réseaux de droite latino-américains incarnent ainsi l'émergence d'acteurs non étatiques ayant acquis une influence grandissante, multipliant leurs interactions communes comme avec d'autres organisations de la société civile et des États.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

1. Institutions académiques, fondations, ONG et bien sûr *think tanks*.
2. Toutes choses ayant des incidences sur les politiques de santé, d'éducation, de traitement du chômage et, de façon plus générale, sur les droits sociaux.